

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

**MINISTERE DU COMMERCE DE L'ARTISANT ET DU COMMERCE
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE**

Visa : DGLTEJO



0138

ARRETE CONJOINT N°

/MCAT/BCM /2009

**Portant obligation du respect du devoir de vigilance par les
compagnies d'assurances et de réassurances, les courtiers
d'assurances et de réassurances dans le cadre de la lutte contre le
blanchiment d'argent et le financement du terrorisme**

Le Ministre du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme,

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie,

- Vu la loi n° 73 – 118 du 30 Mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu la loi n° 93 – 40 du 30 juillet 1993 portant code des assurances ;
- Vu la loi n° 2005- 047 du 26 juillet 2005 relative à la lutte contre le terrorisme ;
- Vu la loi n° 2005 – 048 du 27 Juillet 2005 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Vu l'Ordonnance n° 2007-004 du 12 Janvier 2007 portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'ordonnance 91-039 du 8 décembre 1991, complétant la loi 76-20 du 27 janvier 1976 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicule
- Vu l'ordonnance 2007-020 du 13 mars 2007 portant réglementation des établissements de crédit ;
- Vu le décret 157-2007 du 6 septembre 2007 relatif au conseil des ministres et aux attributions du premier Ministre et des Ministres ;
- Vu le décret 2006- 0043 du 18 mai 2006, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission d'Analyse des Informations Financières ;
- Vu le décret 097 -2009 du 11 août 2009 portant nomination des membres du gouvernement

- Vu le Décret n° 102-2009 du 13 Août 2009 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu le décret 185 -2009/PM du 19 octobre 2009 fixant attributions du Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et l'organisation de l'Administration Centrale de son Département;

Arrêtent:

Article premier : Conformément aux dispositions de la loi 2005-0048 du 27 juillet 2005 relative à la lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme, les sociétés d'assurances et de réassurances, les courtiers d'assurances et Réassurances doivent appliquer des mesures de vigilances relatives à la connaissance de leurs clients et mettre en place un système de surveillance permettant la détection des opérations suspectes.

Article 2 : Les Sociétés d'assurances et de réassurance, les Courtiers d'assurance et de réassurance doivent s'assurer de l'identité et de l'adresse de leurs clients avant l'ouverture de compte, l'établissement de contrat d'Assurances, de Réassurances ou de coassurance, de même qu'avant toute relation d'affaire, liées à la souscription à une police d'Assurance ou à un contrat de courtage dans le domaine d'assurance et de la Réassurance.

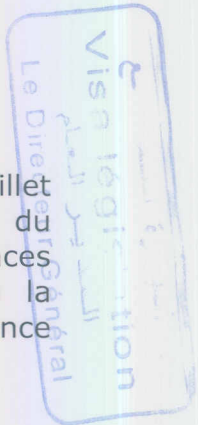
Article 3 : L'identité de la personne physique est établie au moyen de la présentation d'une carte d'identité nationale, originale en cours de validité et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce si elle est commerçante. S'agissant de la personne morale, elle est déterminée par la production de l'original des statuts de l'entité considérée, de son certificat d'inscription au registre du commerce ou de tout document prouvant l'existence juridique .

Les Sociétés d'assurance et de réassurance et les courtiers d'assurance et de réassurance sont également tenus de vérifier l'identité et l'adresse des véritables responsables ou mandataires sur la base de la production de pièces originales attestant la délégation de pouvoirs ainsi que celles de l'ayant droit économique.

Article 4: Les Sociétés d'assurances et réassurances, les Courtiers d'assurances et de réassurances sont tenus de conserver pendant au moins dix ans, à compter de la clôture des comptes ou de la cessation des relations d'affaire avec leurs clients, les pièces et documents relatifs à l'identité de leurs clients. Ils doivent également conserver pour la même période sus-indiquée les pièces et documents relatifs aux opérations, à compter de la fin de l'exercice au cours duquel ces opérations ont été exécutées.

Article 5 : Les Sociétés d'assurances et de réassurances, les Courtiers d'assurances et de réassurances sont tenus de faire sans délai une Déclaration de soupçon (conformément au Modèle ci-joint) à la CANIF sur:

- les sommes inscrites dans leurs livres qui pourraient provenir d'infraction de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme,
- les opérations qui portent sur des sommes lorsque celles-ci pourraient provenir d'infraction de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.



Article 6 : Les Autorités de contrôle ou de régulation des Sociétés d'assurances, de réassurances et des courtiers d'assurance et de réassurance, peuvent, en cas de manquement aux obligations de vigilance ou de défaillance du système de surveillance permettant la détection des opérations suspectes, de la part desdites entités, faire appliquer des sanctions administratives ou disciplinaires.

Article 7: Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme, le Gouverneur Adjoint de la Banque Centrale de Mauritanie et le Secrétaire Général de la Commission d'Analyse des Informations Financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent Arrêté qui prendra effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le

18 JAN 2010

**Le Ministre du Commerce
de l'Artisanat et du Tourisme
Bamba Ould Daramane**



**Le Gouverneur de la Banque Centrale
de Mauritanie
Sid'Ahmed Ould RAISS**



Ampliations :

PM/SGG-----3
MSG/PR-----3
IGE-----3
MCAT-----6
Ts Ministères---25
BCM-----6
DGLTEJO-----3
Archives-----3
JO-----3

